



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.288/4
du 30 avril 2018

advies 63.288/4
van 30 april 2018

sur

over

un avant-projet de loi 'relative
à l'accessibilité des sites
internet et des applications
mobiles des organismes du
secteur public'

een voorontwerp van wet
'inzake de toegankelijkheid
van de websites en mobiele
applicaties van
overheidsinstanties'

Le 4 avril 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 30 avril 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 avril 2018.

*

Op 4 april 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eersteminister en Minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'inzake de toegankelijkheid van de websites en mobiele applicaties van overheidsinstanties'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 30 april 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 april 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet [‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

1. Selon l'article 5, paragraphe 3, de la directive 2016/2102/UE du Parlement Européen et du Conseil du 26 octobre 2016 'relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public' (ci-après : « la directive 2016/2102/UE ») :

« Sans préjudice du paragraphe 1 du présent article, l'organisme du secteur public concerné procède à l'évaluation initiale pour savoir dans quelle mesure le respect des exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'article 4 impose une charge disproportionnée ».

Cette disposition n'est toutefois pas transposée par l'article 6 de l'avant-projet. Il conviendra d'y veiller.

2. Sauf à pouvoir justifier de dispositifs déjà existants permettant d'atteindre les objectifs énoncés par l'article 7, paragraphes 3, 4 et 5 de la directive 2016/2102/UE, il convient de veiller à la correcte transposition de cette disposition.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 3

1. Le 1. (lire : « 1^o ») en projet définit la notion « d'organisme du secteur public » – qui délimite le champ d'application personnel de la loi en projet – par référence à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 17 juin 2016 'relative aux marchés publics'.

Cette disposition prévoit :

« Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1^o pouvoir adjudicateur :

a) l'État ;

b) les Régions, les Communautés et les autorités locales ;

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

c) les organismes de droit public et personnes, quelles que soient leur forme et leur nature qui, à la date de la décision de lancer un marché :

i ont été créés pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, et ;

ii sont dotés d'une personnalité juridique, et ;

iii dépendent de l'État, des Régions, des Communautés, des autorités locales ou d'autres organismes ou personnes relevant du présent point c), de l'une des manières suivantes :

1. soit leurs activités sont financées majoritairement par l'État, les Régions, les Communautés, les autorités locales ou d'autres organismes ou personnes relevant du présent point c) ;

2. soit leur gestion est soumise à un contrôle de l'État, des Régions, des Communautés, des autorités locales ou d'autres organismes ou personnes relevant du présent point c) ;

3. soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par l'État, les Régions, les Communautés, les autorités locales ou d'autres organismes ou personnes relevant du présent point c) ;

d) les associations formées par un ou plusieurs pouvoirs adjudicateurs visés au 1°, a, b, ou c ».

La transposition de la directive 2016/2102/UE relève de la protection des droits de l'homme, plus précisément du principe d'égalité et de non-discrimination.

Comme l'a précisé la section de législation dans son avis n° 40.689/AG donné le 11 juillet 2006 sur un avant-projet devenu la loi du 10 mai 2007 'modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie', les droits de l'homme ne sont pas considérés comme une matière en soi relevant de la compétence de l'autorité fédérale. La Cour constitutionnelle et la section de législation du Conseil d'État jugent désormais qu'il appartient

« à chaque législateur, dans la limite de ses compétences, de concrétiser les droits fondamentaux définis par des normes supérieures ¹, dans les matières qui lui ont été attribuées » ².

¹ Note de bas de page n° 18 de l'avis n° 40.689/AG : Cour d'arbitrage, n° 54/96, 3 octobre 1996, B 9 ; Cour d'arbitrage, n° 124/99, 25 novembre 1999, B 4.4 ; Cour d'arbitrage, n° 124/2000, 29 novembre 2000, B 4.2 ; pour les avis du Conseil d'État, voir notamment l'avis n° 25.131/VR des 18 novembre [1996] et 13 mai 1997 sur une proposition de décret 'garantissant le droit à la liberté d'information et à la diffusion d'informations brèves par les radiodiffuseurs' (Doc. parl., Parl. fl., S.E. 1995, n° 82/2) ; avis n° 28.197/1 donné le 16 février 1999 sur un avant-projet, devenu la loi du 7 mai 1999, sur l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne les conditions de travail, l'accès à l'emploi et aux possibilités de promotion, l'accès à une profession indépendante et les régimes complémentaires de sécurité sociale" (Doc. parl., Chambre, 1998-1999, n°s 2057/1 et 2058/1) ; avis n° 30.462/2, donné le 16 novembre 2000 sur l'avant-projet devenu la loi du 25 février 2003 'tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme' (Doc. parl., Sénat, 1998-1999, n° 1341/1) ; avis n° 40.469/VR donné le 22 juin 2006 sur un avant-projet de loi 'visant à autoriser l'accès des chiens d'assistance aux lieux ouverts au public' et sur un accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française 'concernant l'accès des chiens d'assistance aux lieux ouverts au public' ; avis n°s 40.620/VR et 40.621/VR donné à la même date sur un avant-projet de décret de la Région wallonne 'relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées

Par conséquent, le législateur fédéral est uniquement compétent pour transposer la directive 2016/2102/UE dans les matières et à l'égard des « organismes du secteur public » qui relèvent de ses compétences.

L'article 3, 1^o, doit dès lors être revu en ce sens.

2. Au 3. (lire : « 3^o »), il convient d'insérer, après la mention du règlement (UE) n° 1025/2012, les mots « du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision n° 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil (ci-après le règlement (UE) n° 1025/2012) ».

Article 5

Afin d'assurer la transposition fidèle de l'article 6 de la directive 2016/2102/UE, il convient de tenir compte des observations suivantes.

1. Au paragraphe 2, afin de transposer complètement l'article 6, paragraphe 1, de la directive, les mots « dont les références ont été publiées par la Commission au Journal officiel de l'Union européenne conformément au règlement (UE) n° 1025/2012, » seront insérés entre la deuxième occurrence des mots « normes harmonisées » et les mots « est présumé ».

2. L'article 6, paragraphe 2, alinéa 1^{er}, de la directive 2016/2102/UE, prévoit :

« Lorsqu'aucune référence aux normes harmonisées visées au paragraphe 1 du présent article n'a été publiée, le contenu des applications mobiles qui est conforme aux spécifications techniques ou à des parties de celles-ci est présumé conforme aux exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'article 4 qui sont couvertes par ces spécifications techniques ou des parties de celles-ci ».

L'article 5, § 3, en projet ne transpose pas correctement cette disposition dès lors qu'il vise également les sites internet et qu'il ne prévoit pas que cette disposition n'est valable que « [l]orsqu'aucune référence aux normes harmonisées [...] n'a été publiée ».

En conséquence, il convient, en remplacement des paragraphes 3 et 4 à l'examen, de rédiger le paragraphe 3 comme suit :

« § 3. Lorsqu'aucune référence aux normes harmonisées visées au paragraphe 2 n'a été publiée, les règles suivantes s'appliquent.

accompagnées de chiens d'assistance des établissements et installations destinés au public' et un avant-projet de décret 'relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance des établissements et installations destinés au public dans les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution'.

² *Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, n° 51-2720/1, pp. 84 et 85, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/40689.pdf>.

Le contenu des applications mobiles qui est conforme aux spécifications techniques ou à des parties de celles-ci est présumé conforme aux exigences en matière d'accessibilité énoncées au paragraphe 1^{er} qui sont couvertes par ces spécifications techniques ou des parties de celles-ci.

Le contenu des sites internet qui satisfait aux exigences pertinentes de la norme européenne EN 301 549 V1.1.2 (2015-04) ou à des parties de celles-ci, telle que mise à jour ou remplacée le cas échéant par un acte délégué de la Commission européenne, est présumé conforme aux exigences en matière d'accessibilité énoncées au paragraphe 1^{er} qui sont couvertes par ces exigences pertinentes ou des parties de celles-ci.

En l'absence des spécifications techniques visées à l'alinéa 2, le contenu des applications mobiles qui satisfait aux exigences pertinentes de la norme européenne EN 301 549 V1.1.2 (2015-04) ou à des parties de celles-ci, telle que mise à jour ou remplacée le cas échéant par un acte délégué de la Commission européenne, est présumé conforme aux exigences en matière d'accessibilité énoncées au paragraphe 1^{er} qui sont couvertes par ces exigences pertinentes ou des parties de celles-ci ».

Article 8

1. L'attribution d'une compétence réglementaire à des organismes publics ou à leurs organes est difficilement compatible avec les principes généraux du droit public belge, en ce qu'elle porte atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire (articles 33 et 108 de la Constitution) et échappe à tout contrôle parlementaire direct. Les actes réglementaires de ce type sont, en outre, dépourvus des garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par la section de législation du Conseil d'État. Si dans le passé, le Conseil d'État, section de législation, a déjà jugé admissibles certaines exceptions à l'interdiction de déléguer une compétence réglementaire à des organismes publics, il s'agissait généralement de délégations de portée limitée et d'une technicité telle que l'on pouvait considérer que les organismes qui devaient appliquer la réglementation concernée, étaient également les mieux placés pour l'élaborer en connaissance de cause et exercer la compétence ainsi déléguée.

En l'espèce la définition d'une procédure adéquate et efficace au sens de l'article 9 de la directive 2016/2102/UE est de nature réglementaire et est constitutive de droits pour les bénéficiaires de la loi en projet. S'il peut être admis qu'il s'agit d'un aspect technique et limité de la réglementation que l'organisme de contrôle visé à l'article 8 en projet serait le mieux placé pour élaborer, il importe cependant que cette procédure fasse l'objet d'une décision prise par le Roi sur proposition de l'organisme, ou à tout le moins d'une approbation par le Roi et, ce faisant, d'une publication au *Moniteur belge*.

2. Au paragraphe 2, les mots « alinéa 4 et suivants » seront remplacés par les mots « paragraphes 4 à 6 ».

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. Artikel 5, lid 3, van richtlijn 2016/2102/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2016 ‘inzake de toegankelijkheid van de websites en mobiele applicaties van overheidsinstanties’ (hierna: “richtlijn 2016/2102/EU”) luidt als volgt:

“Onverminderd lid 1 van dit artikel, voert de betrokken overheidsinstantie de initiële beoordeling uit van de mate waarin naleving van de in artikel 4 omschreven toegankelijkheidseisen een onevenredige last met zich meebrengt.”

Die bepaling wordt evenwel niet omgezet bij artikel 6 van het voorontwerp. Daar dient voor gezorgd te worden.

2. Behalve wanneer kan worden aangetoond dat er reeds regelingen bestaan die de in artikel 7, leden 3, 4 en 5, van richtlijn 2016/2102/EU opgenomen doelstellingen kunnen verwezenlijken, dient erop te worden toegezien dat die bepaling correct wordt omgezet.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. In de ontworpen bepaling onder 1. (lees “1°”) wordt de definitie gegeven van het begrip “overheidsinstantie” – dat het personele toepassingsgebied van de ontworpen wet afbakt – middels een verwijzing naar artikel 2, eerste lid, 1°, van de wet van 17 juni 2016 ‘inzake overheidsopdrachten’.

Die bepaling luidt:

“Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1° aanbestedende overheid:

a) de Staat;

b) de Gewesten, de Gemeenschappen en de lokale overheidsinstanties;

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

c) de publiekrechtelijke instellingen en personen die, ongeacht hun vorm en aard, op de datum van de beslissing om tot een opdracht over te gaan:

i opgericht zijn met het specifieke doel te voorzien in behoeften van algemeen belang die niet van industriële of commerciële aard zijn, en;

ii rechtspersoonlijkheid hebben, en;

iii op een van de volgende wijzen afhangen van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de lokale overheidsinstanties of andere instellingen of personen, als bedoeld in onderhavig punt c):

1. ofwel worden hun werkzaamheden in hoofdzaak gefinancierd door de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de lokale overheidsinstanties of andere instellingen of personen die ressorteren onder dit punt c);

2. ofwel is hun beheer onderworpen aan het toezicht van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de lokale overheidsinstanties of andere instellingen of personen die ressorteren onder dit punt c);

3. ofwel zijn meer dan de helft van de leden van het bestuurs-, leidinggevende of toezichthoudende orgaan aangewezen door de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de lokale overheidsinstanties of andere instellingen of personen die ressorteren onder dit punt c);

d) de verenigingen bestaande uit een of meer aanbestedende overheden als bedoeld in 1°, a, b of c.”

De omzetting van richtlijn 2016/2102/EU past in het kader van de bescherming van de rechten van de mens, meer bepaald van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie.

Zoals de afdeling Wetgeving opgemerkt heeft in haar advies 40.689/AV, op 11 juli 2006 verstrekt over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 10 mei 2007 ‘tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden’, worden de rechten van de mens niet beschouwd als een aangelegenheid die als zodanig valt onder de bevoegdheid van de federale overheid. Het Grondwettelijk Hof en de afdeling Wetgeving van de Raad van State oordelen thans dat het

“elke wetgever, binnen de eigen bevoegdheidssfeer, toekomt om door hogere rechtsnormen¹ omschreven grondrechten met betrekking tot de hem toevertrouwde aangelegenheden te concretiseren.”²

¹. Voetnoot 18 van het geciteerde advies 40.689/AV: Arbitragehof, nr. 54/96, 3 oktober 1996, B.9; Arbitragehof, nr. 124/99, 25 november 1999, B.4.4; Arbitragehof, nr. 124/2000, 29 november 2000, B.4.2; voor adviezen van de Raad van State, zie onder meer advies 25.131/VR van 18 november en 13 mei 1997 over een voorstel van decreet ‘houdende regeling van het recht op vrije nieuwsgaring en de uitzending van korte berichten door de omroepen’ (Parl.St., VI. P., B.Z. 1995, nr. 82/2); advies 28.197/1 over een voorontwerp van wet, dat heeft geleid tot de wet van 7 mei 1999, “op de gelijke behandeling van mannen en vrouwen ten aanzien van de arbeidsvoorwaarden, de toegang tot het arbeidsproces, de beroepsopleiding en de promotiekansen, de toegang tot een zelfstandig beroep en de aanvullende regelingen voor sociale zekerheid” (Gedr. St., Kamer, 1998-99, n^{rs} 2057/1 et 2058/1); advies 30.462/2, gegeven op 16 november 2000 over een voorontwerp, dat heeft geleid tot de wet van 25 februari 2003, “ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding” (Gedr. St., Senaat, 1998-1999, nr. 1341/1); advies 40.469/VR gegeven op 22 juni 2006 over een voorontwerp van wet ‘houdende toelating van de assistentiehonden tot de voor het publiek toegankelijke plaatsen’ en samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Vlaamse gemeenschap, het Waals Gewest, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie “betreffende de toegang van assistentiehonden tot de voor het publiek toegankelijke plaatsen”; adviezen een voorontwerp van decreet van het Waals Gewest “relatif à

Bijgevolg is de federale wetgever uitsluitend bevoegd om richtlijn 2016/2102/EU om te zetten met betrekking tot de aangelegenheden en ten aanzien van de “overheidsinstanties” die vallen onder zijn bevoegdheden.

Artikel 3, 1°, moet dan ook in die zin herzien worden.

2. In de bepaling onder 3. (lees: “3°”) dienen na de vermelding van verordening (EU) 1025/2012 de volgende woorden ingevoegd te worden: “van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende Europese normalisatie, tot wijziging van de Richtlijnen 89/686/EEG en 93/15/EEG van de Raad alsmede de Richtlijnen 94/9/EG, 94/25/EG, 95/16/EG, 97/23/EG, 98/34/EG, 2004/22/EG, 2007/23/EG, 2009/23/EG en 2009/105/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Beschikking 87/95/EEG van de Raad en Besluit nr. 1673/2006/EG van het Europees Parlement en de Raad (hierna: verordening (EU) nr. 1025/2012).”

Artikel 5

Om te zorgen voor een getrouwe omzetting van artikel 6 van richtlijn 2016/2102/EU dient rekening gehouden te worden met de hiernavolgende opmerkingen.

1. Met het oog op een volledige omzetting van artikel 6, lid 1, van de richtlijn moeten in paragraaf 2 de woorden “,waarvan de referenties overeenkomstig verordening (EU) nr. 1025/2012 door de Commissie bekendgemaakt zijn in het Publicatieblad van de Europese Unie,” ingevoegd worden tussen de woorden “toepasselijke delen daarvan” en de woorden “wordt vermoed”.

2. Artikel 6, lid 2, eerste alinea, van richtlijn 2016/2102/EU, bepaalt:

“Indien geen referenties van de in lid 1 van dit artikel bedoelde geharmoniseerde normen zijn bekendgemaakt, wordt de content van mobiele applicaties die conform is met technische specificaties of delen daarvan, vermoed conform te zijn met de in artikel 4 omschreven toegankelijkheidseisen die door die technische specificaties of door delen daarvan worden gedekt.”

Het ontworpen artikel 5, § 3, vormt geen correcte omzetting van die bepaling aangezien het eveneens op websites betrekking heeft en er niet in voorziet dat die bepaling slechts geldt “[i]ndien geen referenties van de (...) geharmoniseerde normen zijn bekendgemaakt”.

l'accessibilité aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance des établissements et installations destinés au public” en een voorontwerp van decreet “relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance des établissements et installations destinés au public dans les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution”.

² Parl.St. Kamer 2006-07, nr. 51-2720/1, 84 en 85, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/40689.pdf>.

Bijgevolg dient, ter vervanging van de voorliggende paragrafen 3 en 4, paragraaf 3 gesteld te worden als volgt:

“§ 3. Indien geen referenties van de in paragraaf 2 bedoelde geharmoniseerde normen bekendgemaakt zijn, gelden de volgende regels.

De inhoud van mobiele applicaties die conform de technische specificaties of delen daarvan is, wordt verondersteld conform te zijn de in paragraaf 1 omschreven toegankelijkheidseisen die door die technische specificaties of delen daarvan worden gedekt.

De inhoud van websites die voldoet aan de desbetreffende eisen van Europese norm EN 301 549 V1.1.2 (2015-04), of delen daarvan, zoals in voorkomend geval bijgewerkt of vervangen bij een gedelegeerde handeling van de Europese Commissie, wordt verondersteld conform te zijn de in paragraaf 1 omschreven toegankelijkheidseisen die door de desbetreffende eisen of delen daarvan worden gedekt.

Bij ontstentenis van de in het tweede lid bedoelde technische specificaties, wordt de inhoud van mobiele applicaties die voldoet aan de desbetreffende eisen van Europese norm EN 301 549 V1.1.2 (2015-04), of delen daarvan, zoals in voorkomend geval bijgewerkt of vervangen bij een gedelegeerde handeling van de Europese Commissie, verondersteld conform te zijn de in paragraaf 1 omschreven toegankelijkheidseisen die door de desbetreffende eisen of delen daarvan worden gedekt.”

Artikel 8

1. De toekenning van een verordnungsbevoegdheid aan overheidsinstanties of aan organen ervan is moeilijk verenigbaar met de algemene beginselen van het Belgische publiekrecht, in zoverre ze afbreuk doet aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht (artikelen 33 en 108 van de Grondwet) en ontsnapt aan elke directe parlementaire controle. Verordeningen van dat type bieden bovendien niet de waarborgen van de klassieke regelgeving, zoals inzake de bekendmaking en de preventieve controle uitgeoefend door de afdeling Wetgeving van de Raad van State. Hoewel de afdeling Wetgeving van de Raad van State bepaalde uitzonderingen op het verbod om een verordnungsbevoegdheid te delegeren aan overheidsinstanties in het verleden toelaatbaar heeft geacht, ging het over het algemeen om delegaties met een beperkte draagwijdte en van een zodanig technische aard dat ervan uitgegaan kon worden dat de instanties die de betreffende regelgeving moesten toepassen, eveneens het best geplaatst waren om ze met kennis van zaken uit te werken en de aldus gedelegeerde bevoegdheid uit te oefenen.

In casu is de omschrijving van een adequate en doeltreffende procedure in de zin van artikel 9 van richtlijn 2016/2102/EU van verordenende aard en creëert ze rechten voor de adressaten van de ontworpen wet. Hoewel toegegeven kan worden dat het gaat om een technisch en beperkt aspect van de regelgeving waarvoor de toezichthoudende instantie bedoeld in het ontworpen artikel 8 het best geplaatst is om ze uit te werken, is het evenwel zaak dat die procedure tot stand komt ten gevolge van een beslissing van de Koning op voorstel van de

instantie of dat ze toch minstens goedgekeurd wordt door de Koning en, zodoende, bekendgemaakt wordt in het *Belgisch Staatsblad*.

2. In paragraaf 2 moeten de woorden “lid 4 en volgende” vervangen worden door de woorden “lid 4 tot 6”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET